



HAL
open science

Débat : l'histoire économique en Grande-Bretagne

Leslie Hannah, Guillaume Daudin, Jean-Claude Daumas, Anne Pezet

► **To cite this version:**

Leslie Hannah, Guillaume Daudin, Jean-Claude Daumas, Anne Pezet. Débat : l'histoire économique en Grande-Bretagne. *Entreprises et Histoire*, 2008, 3 (52), pp.96-104. 10.3917/eh.052.0096 . hal-01338387

HAL Id: hal-01338387

<https://sciencespo.hal.science/hal-01338387>

Submitted on 28 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

DÉBAT

L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE EN GRANDE-BRETAGNE

Avec

Leslie HANNAH

Visiting professor d'histoire économique à la London School of Economics

Guillaume DAUDIN

Professeur d'économie à l'université Lille I

Jean-Claude DAUMAS

Professeur d'histoire économique à l'université de Franche-Comté
Membre de l'Institut Universitaire de France

et

Anne PEZET

Professeur de management à l'université Paris-Dauphine

Il a paru intéressant pour ce numéro, consacré à la fois à la situation de l'histoire économique dans notre pays et aux nouvelles recherches qui s'y développent, d'interroger un historien britannique qui a une large expérience internationale et une bonne connaissance de la France. En répondant aux questions d'un historien économiste, d'un économiste historien et d'une gestionnaire tentée par l'histoire, Leslie Hannah en dresse un tableau à la fois nuancé et mobile.

Jean-Claude Daumas : Je vous remercie, Leslie Hannah, d'avoir accepté de vous laisser interviewer sur la situation de l'histoire économique en Grande-Bretagne et, plus largement, dans le monde anglo-saxon¹. On pourrait commencer par une question sur l'état de santé de l'histoire éco-

nomique dans le monde anglo-saxon. En France, elle est dans une situation difficile. Sa position dans l'Université et dans la recherche s'est beaucoup affaiblie depuis une trentaine d'années. Qu'en est-il dans le monde anglo-saxon que vous connaissez bien ?

¹ Le débat qui a eu lieu en français a été recueilli et mis en forme par Jean-Claude Daumas.

LES CHANGEMENTS DANS LA POSITION DE L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

Leslie Hannah : On constate le même processus d'affaiblissement en Amérique, en Angleterre et en Australie. Par exemple, il y a trente ans, en Grande-Bretagne, on comptait une vingtaine de départements d'histoire économique ; aujourd'hui, il n'y en a plus que deux ou trois. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'historiens économistes ni d'histoire économique. Ils se trouvent actuellement dans les départements d'économie ou d'histoire, et même dans les *Business Schools*. Cela veut dire que la discipline a dû évoluer et s'adapter parce que si on enseigne dans une *Business School*, on doit comprendre le marketing, la stratégie ou la finance. Si on est dans un département d'économie, on doit être plus quantitatif, plus théorique, à la manière de Robert Fogel. Certains départements d'histoire s'occupent surtout d'histoire sociale, culturelle, ou politique. Donc la discipline est divisée en plusieurs rameaux.

J.-C. Dumas : Vous disiez que, pour les départements d'histoire, il y avait la concurrence d'autres types d'histoire, par exemple l'histoire culturelle. Est-ce que cette concurrence a amené l'histoire économique, pour essayer de s'adapter, à chercher à intégrer les approches et les problématiques de l'histoire culturelle, ou au contraire a-t-elle joué la carte du repli identitaire ?

L. Hannah : C'est différent selon les universités. À Edimbourg, par exemple, le département a été fusionné avec d'autres départements d'histoire, mais en vérité un « mini-département » d'histoire économique et sociale subsiste toujours. Ayant été absent de mon pays pendant cinq ans, je ne connais pas bien toutes les tendances récentes, et je

dois avouer aussi que je n'ai jamais été victime d'une telle fusion, mais il me semble qu'on ne doit pas exagérer ces problèmes de schizophrénies professionnelles. Par exemple, du fait de sa formation, Adam Tooze (maintenant au département d'histoire de Cambridge) était au département d'histoire économique de la London School of Economics (LSE). Son livre très remarqué, *The wages of destruction*², est une histoire économique et statistique très bien faite, mais c'est aussi une histoire politique et militaire. Faire cela, ce n'est pas trahir notre discipline. On ne peut pas comprendre la chute de l'Allemagne sous Hitler sans étudier tous les aspects de l'histoire.

Guillaume Daudin : Est-ce qu'on parle avec les historiens économiques qui sont là-bas, avec Bob Allen, Knick Harley..., ou est-ce qu'ils vivent dans des mondes différents ?

L. Hannah : Oui, ceux dont vous parlez sont généralement dans les départements d'économie (comme Nick Crafts et Steven Broadberry à Warwick), mais à Oxford, où se trouvent Allen et Harley, on peut s'affilier simultanément à deux départements, et beaucoup d'historiens économistes ont choisi de le faire. À la LSE, où le département d'histoire économique reste indépendant, c'est très éclectique. Les uns, comme Albrecht Ritschl, sont experts en économétrie, quand d'autres, comme Janet Hunter, font des recherches plus qualitatives. Ils se parlent, mais ils ont aussi des liens avec des économistes, des sociologues ou des géographes, selon leur choix.

J.-C. Dumas : Vous nous avez dit qu'il y avait moins de départements d'histoire économique aujourd'hui qu'il y a trente ans, mais en termes d'effectifs étudiants, est-ce que cette évolution a eu des conséquences ?

L. Hannah : J'ai l'impression que le nombre est resté constant mais que la proportion d'étudiants au niveau licence (jusqu'à l'ob-

² Londres, Allen Lane, 2006.

tention du titre de *bachelor*) a diminué, alors que les effectifs étudiants connaissent une forte expansion. Cependant les grands universités d'Oxford, de Cambridge et la LSE, qui accueillent des étudiants en master et doctorat, sont très fréquentées. À la LSE, par exemple, nous avons actuellement 113 étudiants inscrits en master en histoire économique (plus qu'autrefois !) et 33 en doctorat (soit une diminution). Une partie de la différence s'explique simplement. Après la phase d'expansion des universités britanniques, des étudiants de plus en plus nombreux veulent ajouter un master (un an d'études supplémentaire) à leur première qualification afin de se différencier sur le marché du travail. En même temps, de moins en moins d'étudiants ont les ressources suffisantes pour mener à bien un « PhD » (c'est-à-dire un doctorat, d'une durée de trois ans) après avoir payé leurs frais universitaires (récemment augmentés) pendant quatre ans. Et malheureusement, il y a une limite, tant en nombre qu'en valeur, aux bourses que l'université accorde aux doctorants. La situation en Amérique, surtout dans les universités privées, est beaucoup moins restrictive pour les PhDs. Je dois dire franchement que, si vous recommandez à un étudiant de faire son doctorat dans le monde anglo-saxon, les Etats-Unis offrent généralement des bourses plus nombreuses et bien plus généreuses. Et il y a, là-bas, une forte concurrence entre les meilleures universités pour attirer les meilleurs étudiants étrangers.

Anne Pezet : Mais ces étudiants ont-ils des débouchés professionnels autres que la recherche et l'enseignement ?

L. Hannah : Oui. Certains d'entre eux, par exemple, sont entrés dans les professions financières. Cela dépend, bien sûr, de leur spécialisation ; ceux qui ont des formations quantitatives peuvent y entrer aisément et le font souvent. Mais il y a aussi beaucoup de nos étudiants qui ont réussi à devenir profes-

seurs, dans le monde anglo-saxon bien sûr, mais aussi en Europe continentale. La plupart de nos étudiants à la LSE ne sont pas anglais. Ils sont américains, français, italiens, grecs, allemands, coréens, japonais ou chinois. Quelquefois, ils sont payés par leur gouvernement ou leur université et ils peuvent retourner chez eux avec un emploi presque assuré. Sinon, la loi chez nous permet aux diplômés, même issus de pays non-adhérents à l'Union Européenne, de chercher un emploi en Angleterre pour quelques années.

LES THÉMATIQUES QUI MONTENT

J.-C. Daumas : Aujourd'hui, quelles sont les thématiques dominantes dans la recherche ?

L. Hannah : Naturellement, dans une discipline si diverse il y en a beaucoup, mais ce qui m'impressionne le plus, c'est la croissance de l'histoire comparative. Il y a de nouvelles associations comme la *European Historical Economics Society* et la *European Business History Association*. Ces associations ont beaucoup encouragé les discussions entre les historiens européens et, quelquefois, avec leurs membres américains et japonais. Je trouve que les discussions y sont très intéressantes. Cela a incité les jeunes chercheurs à tenter de faire de l'histoire comparative. Bien sûr, faire de l'histoire comparative est très difficile. On le voit bien avec l'exemple d'Alfred Chandler, l'historien des entreprises justement le plus renommé, dont le livre *Scale and Scope*³ apparaît davantage après vingt ans de recherches et de discussions comme un roman historique que comme une histoire comparative sérieuse. Il reste que ce livre a incité les autres historiens à faire mieux, et que la science a besoin de critiques et de recherches nouvelles pour avancer. La collaboration internationale est importante pour cela.

³ Traduction française : *Organisation et performances des entreprises*, Paris, Éditions d'Organisation, 1992-1993.

J.-C. Dumas : Et vous pensez que le développement de l'histoire comparative est quelque chose qui est propre à l'Angleterre ?

L. Hannah : C'est une vague européenne, vous ne trouvez pas ? En France aussi, non ?

J.-C. Dumas : Non, en France, l'histoire comparative est peu pratiquée, c'est pourquoi je vous posais la question. Ce type d'approche qui consiste à adopter des sujets qui concernent deux ou plusieurs est extrêmement rare, à la fois pour des raisons institutionnelles et matérielles, linguistiques aussi, et également parce qu'il y a une espèce d'enfermement dans le cadre national, surtout d'ailleurs pour la période contemporaine.

L. Hannah : Je comprends, et mes remarques étaient peut-être trop optimistes. Mais en France, aussi, il y a des exceptions. Hervé Joly, par exemple, compare très bien le management familial en France et en Allemagne. Même si on ne fait pas des comparaisons explicites, comme lui, il y a beaucoup de Français qui sont inspirés par les œuvres d'auteurs anglo-saxons et aussi des Anglo-Saxons qui sont inspirés par les approches françaises. L'année prochaine à Utrecht, au Congrès de l'Association internationale d'histoire économique, je suis sûr qu'on en verra de nouveaux exemples. Et la revue *Entreprises et Histoire*, elle-même, a beaucoup contribué au développement d'approches internationales !

A. Pezet : Ces approches comparatives ne sont-elles pas plutôt quantitatives dans l'ensemble ?

L. Hannah : Oui, souvent. Elles ne sont pas nécessairement économétriques mais elles reposent le plus souvent sur des statistiques. C'est plus facile, si on ne lit pas très bien dix langues, de lire les tableaux statistiques pour dix pays que de faire de l'histoire culturelle !

J.-C. Dumas : Et donc, pour poursuivre sur cette question, quel est le poids de l'histoire quantitative en Angleterre par rapport à une histoire plus traditionnelle ?

L. Hannah : C'est surtout dans les départements d'économie qu'elle a une grande importance, mais beaucoup moins dans les départements d'histoire.

J.-C. Dumas : Est-ce que l'histoire quantitative est un courant qui est considéré comme plus légitime, en quelque sorte plus noble, que les autres formes d'histoire ?

L. Hannah : L'admiration des autres sciences sociales et de certains historiens pour l'économie est très forte. Et justement. Mais les mêmes méthodes peuvent être appliquées dans d'autres domaines de l'histoire : on le voit très bien, par exemple, dans les colloques de la *Social Science History Association*.

J.-C. Dumas : Est-ce qu'il y a un intérêt pour l'histoire globale ?

L. Hannah : Oui, quelques collègues ont récemment fondé le *Journal of Global History* avec Kenneth Pomeranz. Et, à la LSE, le sujet de cours qui attire le plus grand nombre d'étudiants est « l'histoire économique de la Russie, des Indes et du Japon ». Mais que veut dire le mot « global » ? L'histoire de la globalisation ou l'histoire comparative ?

J.-C. Dumas : C'est un des problèmes que pose justement la notion d'histoire globale. Est-ce que c'est une histoire mondiale, est-ce que c'est une histoire thématique transversale, est-ce que c'est une histoire comparée ? D'après ce que j'ai lu, ça peut être les trois. Est-ce que, parmi les chercheurs britanniques, il y a un intérêt par exemple pour une histoire mondiale ou, au contraire, pour des histoires thématiques très larges ? Est-ce que ça existe en Angleterre ou pas ?

L. Hannah : En Angleterre, comme vous l'avez dit pour la France, la plupart des professeurs sont spécialistes de leur propre pays. Mais j'ai l'impression que chez nous, et en Amérique aussi, il y a plus de spécialistes en histoire étrangère. À la LSE, par exemple, la plupart des étudiants, comme aussi la plupart des professeurs, ne sont pas anglais, et ne

sont pas spécialistes de l'Angleterre. Si on veut développer l'histoire globale, on doit recruter beaucoup de spécialistes de nationalités différentes. Les universités en Angleterre sont, je crois, plus ouvertes ; c'est peut-être l'avantage de la langue, mais c'est aussi une ouverture traditionnelle, impérialiste anglo-saxonne. C'est plus facile pour un jeune Français, je crois, de devenir professeur en Angleterre que pour un Anglais de devenir professeur en France.

J.-C. Dumas : Est-ce que, parmi les historiens contemporanéistes, il y a un courant d'étude des questions actuelles : la mondialisation, la financiarisation de l'économie, la crise de l'État-providence, ce genre de choses ?

L. Hannah : Bien sûr. On voit bien cette tendance, par exemple, dans les travaux récents de Nick Crafts (publiés par le *Centre for Economic Policy Research*, qui, comme le NBER en Amérique, encourage cela) sur la crise asiatique, le « tigre celtique » (l'Irlande) ou les taux de croissance de la période récente. Et en Angleterre, comme partout, les journalistes demandent toujours aux historiens de commenter les événements du présent, surtout aujourd'hui la crise économique et financière. Par exemple, tous les journaux disent que nous assistons à la plus grande opération de renflouement depuis 1929. Mes collègues ont bien aimé dire, au contraire, que c'est la plus grande opération de renflouement tout court ! En revanche, certains historiens ont besoin des archives, et la règle des trente ans freine les recherches sur le temps présent. On ne peut pas consulter les archives gouvernementales, ni celles des entreprises privées des trente dernières années. Aussi, comme il est difficile de faire de l'histoire traditionnelle sans ces sources primaires, peu d'historiens se consacrent à l'histoire des années récentes.

A. Pezet : Je voudrais vous interroger sur les relations entre un domaine qui est assez dynamique chez nous, l'histoire de la comptabilité (*accounting history*) et, je dirai, les vrais historiens, dont vous faites partie. Est-

ce que vous avez des relations avec ce monde-là ? Je pense par exemple à Richard Macve ou Michael Power qui enseignent tous deux à la LSE.

L. Hannah : Oui, et il y a un jeune professeur associé, le Néerlandais Gerben Bakker, récemment recruté, moitié au département d'histoire économique, moitié au département de comptabilité et de finance. Il est spécialiste de l'histoire de l'industrie du film, mais il enseigne aussi l'histoire de la comptabilité. L'histoire de la comptabilité est très forte en Angleterre. Peut-être plus forte qu'en Amérique. Quant aux deux collègues dont vous parlez, ils font des comparaisons internationales, ce qui est très rare dans ce domaine.

A. Pezet : On pourrait imaginer qu'il y a des modèles de management différents d'un pays à l'autre, mais je ne crois pas que l'on dispose de beaucoup de comparaisons à ce niveau là.

L. Hannah : J'ai l'impression que l'on exagère souvent les différences entre les entreprises françaises, japonaises, américaines, anglaises, etc. Le problème, c'est que pour les comprendre, on doit avoir une bonne connaissance de la langue, de la culture, et de la politique du pays choisi. Et la plupart de nos collègues qui apprennent le japonais, surtout le japonais, mais aussi le français, ont fait un investissement personnel très lourd. Et, lorsqu'on a fait un tel investissement, on ne peut pas faire toutes sortes de recherches et conclure tout bonnement : « les Japonais (ou les Français) ne sont pas très différents des Anglais » ! Il faut découvrir une magie culturelle, quelque chose d'unique. Donc on traite les *keiretsu* ou bien les « noyaux durs » comme autant de spécificités nationales, alors que les deux phénomènes existent également dans le monde anglo-saxon !

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SCIENCES DE GESTION

A. Pezet : En ce qui concerne l'enseignement, vous avez parlé tout à l'heure des his-

toriens économistes qui vont enseigner dans les *Business Schools*, et vous avez dit : « ils enseignent le marketing, etc. ». Je suis un petit peu étonnée de ça, car enfin il serait bien plus utile de les utiliser, si je puis dire, pour étudier, par exemple, l'histoire des crises ou des cultures d'entreprise. Ce qui me paraîtrait beaucoup plus intéressant par exemple que les cours de *Business Ethics* ou des choses finalement assez fumeuses. On sait que l'on peut toujours enseigner l'éthique mais on n'est pas très sûr du résultat quand même. Ou plutôt, on voit que le résultat n'est pas évident. Est-ce que les historiens n'auraient pas intérêt à revaloriser leur rôle dans les écoles de gestion ou de management en investissant justement ces enseignements-là ?

L. Hannah : Assurément, les historiens peuvent étudier les choses comme les *Business Ethics* et surtout les scandales beaucoup plus facilement que les professeurs qui étudient les événements récents. Dans les archives, dans les souvenirs des acteurs, on découvrira toujours plus de choses vraies sur un sujet comme la démission d'un PDG qu'en lisant dans les journaux contemporains qu'« il a voulu passer plus de temps avec sa famille » ! Chris McKenna, chercheur américain qui enseigne à la *Saïd Business School* d'Oxford, a récemment parlé de cette lacune de l'histoire des entreprises dans les réflexions sur Alfred Chandler qu'il développe dans un article publié dans la revue *Enterprise and Society*.

J.-C. Dumas : Est-ce qu'il y a une volonté ou des efforts de coopération entre les historiens et les gestionnaires ?

L. Hannah : Il y a beaucoup de gestionnaires qui disent qu'ils s'intéressent à l'histoire, mais quelquefois c'est l'histoire de Napoléon plutôt que l'histoire des entreprises qui les intéresse ! En Angleterre, le *Business Archives Council* existe pour encourager les chefs d'entreprise à conserver les documents et des patrons de l'industrie y participent aux côtés d'universitaires. Et il y a beaucoup de commissions pour préparer des histoires d'entreprises. La plupart des chefs d'entre-

prise le font avec honnêteté. Ils disent souvent : « Vous pouvez écrire tout ce que vous voulez ; nous ne sommes pas le Parti Communiste de l'Union Soviétique ». De votre côté, avez-vous des idées sur ce qu'on pourrait faire pour améliorer la situation ?

A. Pezet : On ne le fait pas vraiment non plus de toute façon. Mais il est vrai que, pour ma part, je regrette qu'il n'y ait pas davantage d'enseignement d'histoire en management. L'histoire qu'on enseigne à nos étudiants, c'est Taylor, Fayol... Donc, très honnêtement, ça ne les intéresse pas beaucoup. Le lien se fait mal entre l'histoire et le management, au moins en termes d'enseignement. En ce qui concerne la recherche, cela se fait mieux. Mais, pour ce qui est de l'enseignement, il y aurait sûrement d'autres choses à faire.

L. Hannah : C'est rare que l'on enseigne simplement l'histoire des entreprises ou du management tout court aux étudiants qui sont en MBA. À la *Harvard Business School*, cas exceptionnel, lorsque j'y étais il y a quelques années, on enseignait un cours de *Business History* qui embrassait vraiment 200 ans d'histoire et c'était l'option préférée des étudiants juste après *Real Estate Management* ! Mais j'ai l'impression que la plupart des historiens de cette *Business School* enseignent des sujets comme les relations entre le gouvernement et les entreprises, la finance, le marketing, etc.

Guillaume Daudin : Pas en France !

L. Hannah : Même en France ! A l'ESCP-EAP, Chris Kobrak, historien des entreprises, enseigne la finance !

LES REVUES

G. Daudin : On n'a pas encore parlé de l'*Economic History Review* et de la *Economic History Society*. Qu'est-ce qui se passe de ce côté-là ? On pourrait penser que la revue est en train de perdre du terrain, notamment par rapport à la nouvelle revue

européenne *European Review of Economic History*.

L. Hannah : L'*Economic History Review* est la plus éclectique : les historiens sociaux ou qualitatifs sont, peut-être, les plus nombreux parmi ses abonnés. La revue européenne est plus spécialisée, plus quantitative et plus moderne, à l'instar du *Journal of Economic History* américain. Mais je crois que, dans notre discipline, les ventes de l'*Economic History Review* sont toujours les plus élevées du monde.

G. Daudin : D'accord, parce que quand on regarde les classements, disons qu'en termes d'impact, elle est derrière le *Journal of Economic History*.

L. Hannah : Ce fut le cas, exceptionnellement, en 2004, quand son facteur d'impact, c'est-à-dire le nombre de citations en 2004 de ses articles publiés en 2002-2003 divisé par le nombre de ces articles, était supérieur à celui de l'*Economic History Review*. Normalement c'est l'inverse, mais les différences ne sont pas très considérables entre les deux revues. En 2007, l'*Economic History Review* était la première revue dans la catégorie *History of Social Sciences* avec un facteur d'impact de 1,171, et le *Journal of Economic History* était la troisième avec 1,015 (la médiane des 17 revues classées dans cette catégorie était de 0,541). Quant à la revue européenne, c'est trop tôt pour ces statistiques : on verra l'année prochaine ! Pour l'histoire des entreprises, la revue américaine *Business History Review* a un facteur d'impact de 0,679, à peine un peu plus élevé que la revue britannique, *Business History* (0,620).

G. Daudin : Pouvez-vous nous dire quelque chose sur l'évolution du nombre de membres de l'*Economic History Society*. Augmente-t-il ou bien diminue-t-il ?

L. Hannah : Depuis 1980, les abonnements ont baissé un peu chaque année de manière presque continue. En 2007, les abonnements des particuliers s'élevaient à 1 373 (dont 586

à l'étranger) et ceux des institutions à 1 477 (dont 1 297 à l'étranger). Mais il faut tenir compte de l'évolution de la technologie, notamment de la possibilité d'accéder aux revues en ligne sur Internet, du rôle des moteurs de recherche et des portails de revues.

G. Daudin : Une autre chose, c'est que l'histoire économique a très longtemps été enseignée au lycée. Est-ce que ce sont les professeurs de lycée qui ont diminué leurs abonnements ?

L. Hannah : Je l'ai entendu dire, mais je ne regrette pas ces changements. Notre baccalauréat (*A levels*) était vraiment trop spécialisé. On n'étudiait que trois sujets dès l'âge de 16 ans et, normalement, seulement les sciences ou seulement les arts. Donc on pouvait étudier seulement l'histoire économique, l'anglais et le français pendant les deux dernières années du lycée, ou bien seulement la chimie, la biologie et les mathématiques. Le résultat ? Nos historiens ne savaient pas compter, et les chimistes ne savaient pas écrire ! C'est mieux pour un historien économiste d'avoir étudié au lycée les mathématiques, la littérature, une langue étrangère et l'histoire générale, ou préparé le bac international (copie du bac français, qui remplace actuellement notre *A levels* dans certaines écoles).

G. Daudin : Quelle est la formation des doctorants en histoire économique ? D'où viennent-ils ?

L. Hannah : Quelquefois de l'économie, quelquefois de l'histoire, quelquefois des autres sciences sociales. Et à la LSE, avant de commencer un Ph D d'histoire économique, on peut faire d'abord un master afin de mieux s'y préparer. Par exemple, il y a un cours en statistiques et histoire quantitative qui n'exige pas un niveau très élevé en mathématiques mais qui utilise Excel et d'autres logiciels de statistique. L'orientation centrale du cours, c'est de comprendre comment les utiliser, comment comprendre et critiquer les résultats ; c'est une approche intéressante pour les historiens. Et quelquefois

c'est intéressant aussi pour les économistes parce qu'on ne peut devenir spécialiste de l'approche quantitative sans comprendre ce que veulent dire les chiffres et comment ils ont été traités, comme l'a très bien expliqué Deirdre McCloskey.

G. Daudin : Je n'ai pas l'impression qu'il y ait beaucoup de PhDs recrutés dans les départements d'histoire. Mais je me trompe peut-être. Et je me demande si on n'a pas toujours intérêt à faire un PhD d'économie plutôt qu'un PhD d'histoire économique, même quand ce sur quoi on veut travailler relève de l'histoire économique quantitative. Est-ce que, avec un doctorat d'économie, ce n'est pas plus facile de trouver un emploi dans les départements d'économie qui recrutent une partie des historiens économistes ?

L. Hannah : La plupart des départements d'économie en Angleterre n'ont pas d'historiens économistes ; ceux qui, comme Warwick, les recrutent sont des exceptions. Les départements d'histoire recrutent parfois les historiens sans considération de spécialisation (y compris des historiens économistes), mais quelquefois plus spécifiquement des spécialistes.

G. Daudin : D'accord, donc c'est pire qu'aux Etats-Unis de ce côté-là parce que qu'aux Etats-Unis, la plupart des départements d'économie ont souvent...

L. Hannah : De moins en moins, je crois. On me dit que cela devient de plus en plus rare, même aux Etats-Unis.

G. Daudin : En économie, il y a un retour de l'économie empirique... Parfois il y a des gens qui utilisent l'histoire de manière plus ou moins cavalière mais qui utilisent l'histoire, je pense à des gens comme Daron Acemoglu, du département d'économie du MIT. Je ne sais pas très bien quelle est la situation en Grande-Bretagne. Il semble aussi qu'on assiste au retour d'une économie empirique mais très technique et je me demande quelle est la relation entre ces gens-là qui ont bien besoin de l'histoire économique pour créer leurs données et leur don-

ner un peu de *background* et les gens qui font de l'histoire économique.

L. Hannah : Ils ont besoin les uns des autres. Acemoglu a fait de très bonnes recherches sur les empires et d'autres institutions. Le *National Bureau of Economic Research*, en Amérique, encourage les historiens économistes et les économistes à coopérer. Quelquefois c'est difficile parce que les formations et les préjugés les éloignent. Parler à une autre science, c'est toujours difficile. Mais il arrive que ça marche bien.

TROIS QUESTIONS GÉNÉRALES

J.-C. Daumas : Nous allons terminer par trois questions générales. La première : quels sont les rapports entre les histoires économiques britannique et américaine aujourd'hui ?

L. Hannah : Notre culture professionnelle est dans un certain sens transatlantique et il y a des historiens économistes comme Niall Ferguson, Geoffrey Jones et Paul David qui ont enseigné et en Amérique et en Angleterre. Quand on lit le *New York Times* ou le *Times* de Londres, c'est la même culture. Quand on lit *Le Monde* ou le *Mainichi Shimbun*, les préoccupations et le style sont assez différents. Même après l'américanisation de l'Europe occidentale, il demeure une plus grande proximité entre les historiens anglo-saxons des deux côtés de l'Atlantique.

J.-C. Daumas : Et, en tant qu'historien britannique, comment voyez-vous l'histoire économique française ?

L. Hannah : J'ai beaucoup aimé découvrir de nouveaux collègues quand j'ai été accueilli à Paris l'année dernière par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme. Pour mes recherches internationales comparatives, j'ai trouvé en France des spécialistes non seulement de l'histoire des entreprises, mais de presque tous les pays que j'étudie. Au Crédit

Agricole, Roger Nougaret et ses collègues ont, c'est bien connu, les meilleures archives bancaires pour la France, mais aussi, grâce aux archives de la direction des Études financières du Crédit Lyonnais des années 1880-1939, on peut y faire des recherches sur les entreprises du monde entier ou presque. C'est pourquoi je m'étonne que vous pensiez que la discipline est en déclin. Comme étudiant, dans les années soixante, j'ai eu le plaisir de rencontrer François Crouzet, Maurice Lévy-Leboyer, François Caron, Emmanuel Le Roy Ladurie. Je suppose qu'on peut regretter l'apogée de l'influence des historiens français, à l'époque des *Annales* triomphantes.

J.-C. Daumas : Mais aujourd'hui ?

L. Hannah : La France n'exerce plus une telle influence à l'étranger, mais il y a, bien sûr, beaucoup de liens personnels, de professeurs anglais qui séjournent à la Maison Suger, de Français qui vont à Oxford ou à Cambridge. Les historiens économistes français ont toujours une forte présence dans toutes les conférences internationales. Et l'*Economic History Review* participe au développement de la coopération européenne dont j'ai déjà parlé tout à l'heure. En 2007, les auteurs des articles publiés se répartissaient ainsi : 18 venaient d'Amérique du Nord, 24 de Grande-Bretagne et 29 des autres pays de l'Europe occidentale.

J.-C. Daumas : Comment voyez-vous le développement de la discipline dans les années à venir ?

L. Hannah : J'espère que notre discipline va rester éclectique : quantitative et qualitative, locale et globale, s'intéressant à la fois à la politique, à la sociologie et à l'économie. Mais toutes ces disciplines sont elles-mêmes en pleine transformation. En économie, par exemple, la *behavioural economics* et l'*experimental economics* connaissent un large développement et cela, je crois, devrait rapprocher l'économie de l'histoire économique. Donc les différences qui existent aujourd'hui seront moins un problème à l'avenir, du moins je l'espère.

G. Daudin : Pourtant si les historiens parlent avec ceux qui sont engagés dans ces nouveaux courants de l'économie, la réciproque n'est guère vraie.

L. Hannah : Vous avez raison. Mais cela doit changer si on veut discuter des différences culturelles entre les sociétés, par exemple. Les recherches expérimentales en économie sont très importantes pour établir les vraies différences, au lieu des différences imaginaires de certains historiens. En tout cas, nous pouvons être sûr d'une chose : ni les sciences sociales ni l'histoire économique ne seront les mêmes dans trente ans. Nous vivons des temps intéressants⁴.

⁴ Allusion au titre de l'édition anglaise de l'autobiographie d'Eric J. Hobsbawm (dont le titre français est, en revanche, *Franc-tireur*) (NDLR).